

nir à l'oligarchie des moyens supplémentaires pour écraser la lutte révolutionnaire.»

La rupture avec le P.C. vénézuélien

Il y a une continuité relative de la politique cubaine ; cependant la situation présente est caractérisée par un événement appelé à avoir, en Amérique latine et dans le mouvement communiste international, un retentissement considérable : il s'agit de la rupture publique du P.C. cubain avec la direction du P.C. vénézuélien. S'il est difficile d'en apprécier avec exactitude les conséquences, on peut déjà dire qu'il ne peut s'agir là d'un événement passager et accidentel, précisément à cause de ceux qui l'ont précédé et parce que les divergences sont trop profondes. Le contexte explosif de l'Amérique latine aujourd'hui ne permet pas les attermoissements ; la révolution latino-américaine est à l'ordre du jour et les problèmes de stratégie et de tactique sont cruciaux ; or, si les conditions objectives sont réunies, les conditions subjectives ne le sont pas toujours ; le problème déterminant est celui de la direction qui va prendre la tête du processus révolutionnaire dans chaque pays et à l'échelon continental.

Pour la direction cubaine, l'extension de la révolution en Amérique latine est une question de vie ou de mort. L'expérience du Vietnam lui a prouvé que si, dans un communiqué, le P.C.U.S. pouvait déclarer que la « solidarité de l'U.R.S.S. envers Cuba est ferme et décidée », la meilleure garantie pour sauvegarder la révolution est d'être partie intégrante d'une révolution continentale.

Il est certain que la nécessité d'opposer à l'impérialisme « une stratégie globale, une stratégie commune » est un acquis pour le P.C. cubain. Si les Américains ont déjà dû envoyer au Vietnam 500 000 hommes pour combattre le F.N.L., « ils devraient en envoyer 50 fois plus » pour affronter une lutte coordonnée en Amérique latine. Et lorsque les Cubains déclarent que les Vietnamiens meurent pour eux aussi, il ne s'agit pas d'une simple rhétorique : Cuba a aujourd'hui atteint une compréhension politique et militante de par sa situation concrète de l'internationalisme prolétarien ; et cette intelligence de la situation va bien plus loin que les banalités sommaires des Chinois : au IV^e Congrès latino-américain d'étudiants, A. Hart a déclaré : « La ligne de la Tricontinentale ne se limite pas et ne se réduit pas aux trois continents... » « L'union entre la classe ouvrière et les secteurs progressistes des pays capitalistes et le mouvement révolutionnaire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est nécessaire... car pour nous les frontières disparaissent et la lutte atteint une dimension universelle. »

Mais malgré tous ses efforts pour rallier les P.C. latino-américains à cette perspective révolutionnaire, qui implique une lutte armée (même si les formes qu'elle peut prendre sont diverses et soumises à discussion), le P.C. cubain s'est heurté à une « incompréhension » profonde. Pour la direction fidéliste, l'expérience vénézuélienne a révélé l'incompatibilité qu'il y avait à développer la lutte révolutionnaire et à maintenir une étroite amitié avec des partis frères, quand celle-ci constitue une gêne ou un frein. La ligne dite de « paix démocratique » défendue par le P.C. vénézuélien (contraire avec les décisions de son 3^e Congrès !) et son abandon de la lutte armée ont provoqué la

rébellion du guérillero le plus célèbre : le commandant Douglas Bravo. Expulsé du Bureau politique, décidé à continuer la lutte, il obligeait Cuba à choisir entre un « groupe anti-parti dirigé par un ancien membre du Comité central de tendances militaristes et caudillistes » (Douglas Bravo et ses guérilleros) et les partisans de la « paix démocratique », ceux qui réclament « un repli sur le front militaire et la suspension des actions armées » et qui, comme l'a écrit avant de mourir le dirigeant Fabricio Ojeda, « étranglent économiquement les foyers de guérillas ». Et Fidel Castro ajoute : « Cette paix démocratique nous paraît absurde... car seul un mouvement révolutionnaire qui est en train de gagner la guerre peut parler de paix parce qu'il commence alors à mobiliser tout le sentiment national en faveur d'une paix qui ne peut être obtenue que par la victoire de la révolution ».

C'est un appui total que les Cubains ont donné à Douglas Bravo, car « au nom de quels principes, de quelles raisons... sommes-nous obligés de donner raison aux défaitistes, aux courants de droite et aux hésitants ? ... Au nom du mouvement communiste international ? Y sommes-nous obligés du fait qu'il s'agit de la direction d'un P.C. ? ... Pour nous, le mouvement communiste international est en premier lieu ceci : un mouvement de combattants révolutionnaires, et ceux qui ne sont pas des combattants révolutionnaires ne pourront jamais prétendre être communistes ».

Désormais, de nombreux P.C. latino-américains vont pratiquer un anti-castrisme militant. Les déclarations de *L'Humanité* que nous avons citées plus haut en sont le reflet. Le P.C. mexicain, le P.C. chilien, le P.C. brésilien, le P.C. colombien sont, à des degrés divers, concernés ; ils ne resteront pas sans réagir. Ils n'ont plus la possibilité, comme le P.C. dominicain, de faire une auto-critique formelle. Après le discours du 13 mars, le cliage est irréversible : « Aucun de ceux qui ont le droit de se considérer comme communistes n'appuiera la direction officielle de droite contre Douglas Bravo. Les P.C. devront prendre position soit pour les guérilleros qui combattent au Vénézuéla, soit pour les défaitistes qui veulent renoncer, qui veulent pratiquement livrer le mouvement guérillero. » Et ce qui définira les révolutionnaires sera « leur attitude face au mouvement révolutionnaire armé ».

Ceci signifie qu'en juillet 1967, lors de la Conférence de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (O.L.A.S.), qui veut être l'état-major général de la lutte révolutionnaire en Amérique latine, seuls seront invités, en principe, les mouvements révolutionnaires engagés dans la lutte armée ou qui la préparent effectivement (ce qui pose d'ailleurs de nombreux problèmes quant à la détermination des tactiques de lutte). Par ailleurs, le choix des organisations participantes permettra de préciser les intentions fidélistes en Amérique latine. Mais d'ores et déjà, l'O.L.A.S. s'annonce différente et moins hétéroclite que la Tricontinentale.

De nouvelles scissions risquent de se produire à la suite des prises de position castristes. Ce qui se dessine en Amérique latine, c'est le prolongement de cette « troisième tendance » embryonnaire, dont la R.D.V.N. et la Corée du Nord sont, avec Cuba, les éléments moteurs ; la déclaration du délégué du F.N.L. à La Havane sur l'aide que constitue pour le Vietnam le déclenchement de la lutte en Bolivie témoigne qu'une nouvelle avant-garde révolutionnaire est peut-être en train de se constituer